

25 Juillet 1935

Les institutions et les hommes

Pour réaliser l'évolution politique à laquelle aspire tout le pays deux solutions sont possibles : changement de cadres, réformes des institutions. Ou les deux à la fois.

Première solution : transformer les cadres, en y plaçant des hommes que l'on croit susceptibles de remédier par leurs qualités personnelle à la désuétude des institutions.

On en voit les dangers.

Placer des hommes neufs sous des institutions périmées en leur enjoignant et les respecter, c'est la condamner d'avance à la médiocrité. L'effort personnel, si grand qu'il soit, se heurtera trop souvent aux textes, à certains principes intangibles, à des errements solidement établis. Et tout le monde sait dans quelle mesure les institutions corrompent les hommes.

Il est également dangereux d'appeler des hommes en les invitant à transformer les institutions. C'est les pousser pratiquement à les mépriser et à les dépasser, c'est ouvrir la porte à d'incontrôlables abus, c'est jeter l'Etat dans l'arbitraire et le désordre.

Transformer les institutions de manière à ce que par leur libre jeu elles portent d'elles-mêmes aux places qu'il faut les hommes qu'il faut. Telle est la solution la plus simple, la plus sûre, la plus durable : sur les bases nouvelles, avec des éléments neufs, elle permet tous les espoirs. Elle seule fournirait les garanties d'une collaboration véritable.

Nous ne doutons pas qu'elle ne s'impose à l'esprit des représentants du Mandat.

* * *

Comme les anciens tarifs douaniers, l'organisation politique actuelle se trouve condamnée par l'expérience, par les faits. Et même par les chiffres. Ses méfaits, dans le domaine économique ou fiscal, peuvent être mathématiquement évalués : il est facile de retrouver ce que la villégiature et le tourisme, par exemple, ce que l'agriculture, ce que les contribuables, y ont perdu.

Pressé par les événements, à son arrivée ici, M. de Martel a dû appliquer au régime préparé déjà avant lui.

Il ne suffit pas de rendre responsables, de son mauvais fonctionnement, les hommes au pouvoir. Le Haut-Commissaire qui n'est pas l'homme des demi-mesures, et qui l'a déjà maintes fois prouvé, ne se résignera certes pas à un simple changement d'équipe. Il pouvait le faire il y a neuf mois. Il ne l'a pas fait. N'est-ce pas justement parce qu'il considère que si « *le progrès du pays défend surtout des hommes* » il est cependant nécessaire que les institutions permettent, facilement, imposent le choix des meilleurs.